

Acceptabilité sociale : l'élément clé pour une meilleure restauration des zones humides côtières



© Université du Salento - LIFEWatch ERIC

MESSAGES CLÉS

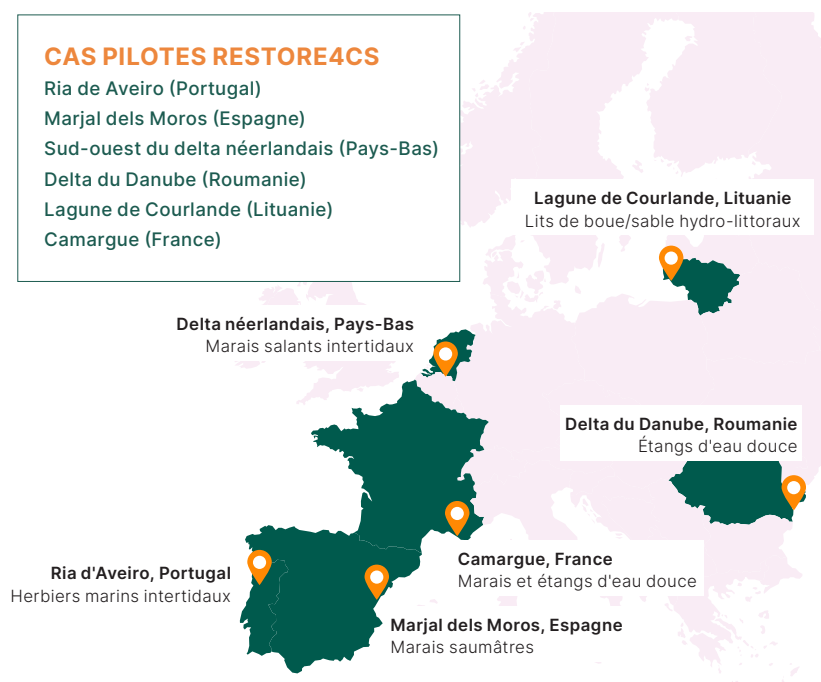
- **L'acceptabilité sociale** est essentielle à la réussite de la restauration des zones humides côtières : même des projets techniquement solides peuvent échouer si les aspects socio-économiques et socioculturels, tels que les moyens de subsistance, l'identité et les priorités en matière d'utilisation des terres, ne sont pas pris en compte de manière adéquate.
- **Une collaboration inclusive et adaptée au contexte** entre les experts et les parties prenantes locales renforce la légitimité et conduit à des choix de restauration plus largement acceptés.
- **Sous-estimer les dimensions socioculturelles** (confiance, participation et connaissances locales) par rapport aux facteurs écologiques et économiques empêche d'identifier des scénarios de restauration efficaces.
- **L'intégration de l'acceptabilité sociale dans la planification de la restauration** soutient la mise en œuvre du **règlement de l'UE sur la restauration de la nature**, en garantissant que les actions sont conformes aux valeurs locales et renforcent la crédibilité des politiques.

Introduction

Les zones humides côtières fournissent des services écosystémiques essentiels, allant de la conservation de la biodiversité à la protection contre les inondations en passant par le stockage du carbone. Cependant, elles sont confrontées à des pressions humaines croissantes qui accélèrent leur dégradation. La restauration des zones humides est essentielle pour rétablir l'équilibre des écosystèmes et garantir la durabilité à long terme de ces habitats vitaux. Cependant, les initiatives de restauration génèrent souvent des tensions sociales, car elles peuvent modifier l'utilisation des terres, affecter les moyens de subsistance et les activités économiques locales et remettre en question l'identité des communautés. Il est donc essentiel de comprendre et de favoriser l'acceptabilité sociale afin de renforcer la durabilité à long terme des efforts de restauration.

Le projet RESTORE4Cs a examiné les facteurs influençant l'acceptabilité sociale de la restauration des zones humides côtières (figure 1) sur six sites européens.

Figure 1. Sites pilotes du projet RESTORE4Cs





Camargue, France. © Université du Salento - LIFEWatch ERIC

Une approche participative d'analyse multicritères (MCA) a été appliquée, combinant les évaluations scientifiques d'experts sur les impacts environnementaux, socio-économiques et socioculturels de la gestion de la restauration avec les préférences des parties prenantes locales recueillies lors d'ateliers et d'enquêtes. Les résultats de cette interaction ont été analysés à travers huit dimensions représentées dans la « fleur de l'acceptabilité sociale » (figure 2).

Figure 2. La fleur de l'acceptabilité sociale.
Source : adapté du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec (2025)¹

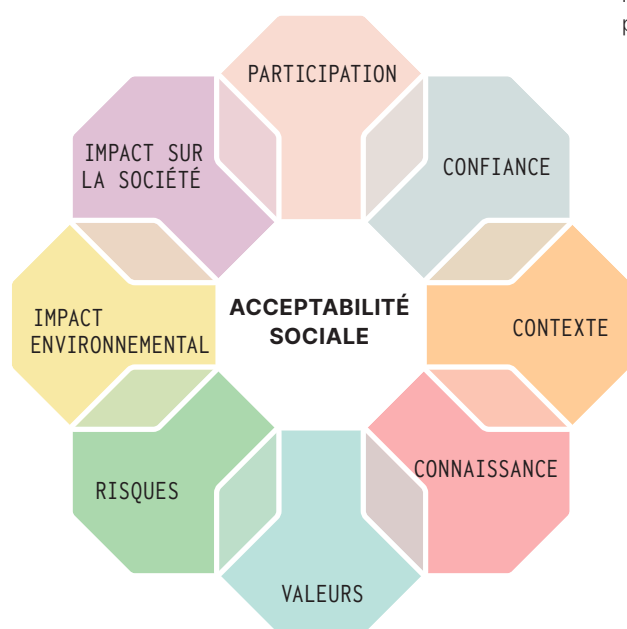
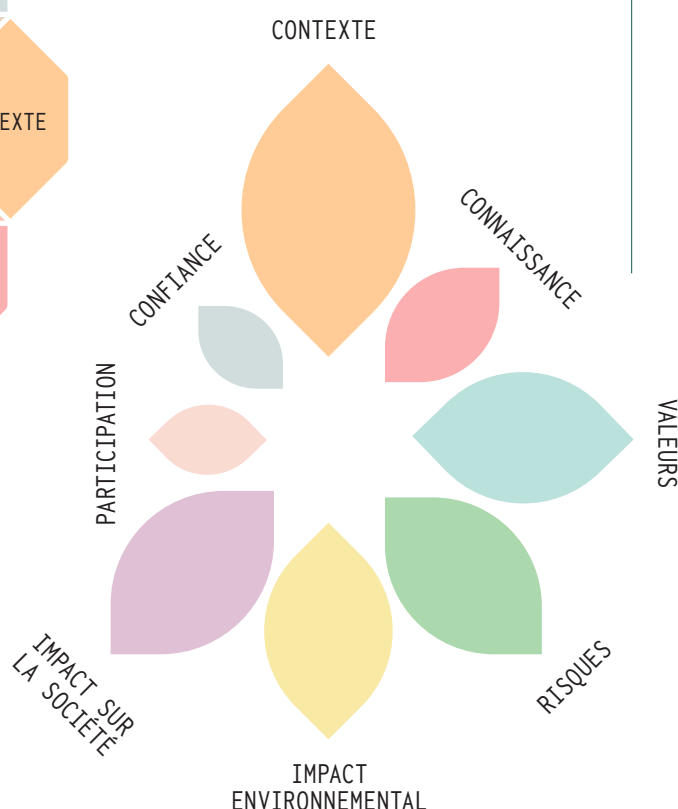


Figure 3. Importance relative des dimensions de l'acceptabilité sociale dans les projets pilotes RESTORE4C.
Source : élaboration interne basée sur les préférences des parties prenantes et la sélection des critères par des experts scientifiques.



Les conclusions (figure 3) ont indiqué que les dimensions correspondant aux intérêts économiques locaux, aux avantages environnementaux et aux valeurs culturelles sont considérées comme des facteurs clés de l'acceptabilité de la restauration des zones humides côtières, tandis que la confiance, la participation et la connaissance du contexte local jouent un rôle moins important.

Bien que chaque zone humide côtière soit unique, beaucoup sont confrontées à des défis communs, notamment les activités socio-économiques, les coûts de restauration, les questions environnementales et les aspects socioculturels tels que la participation et le patrimoine culturel. Cela souligne l'importance d'une planification collaborative et du partage des bonnes pratiques entre les régions.

Pertinence de l'acceptabilité sociale pour la législation et les cadres stratégiques

L'intégration des facteurs d'acceptabilité sociale dans le processus décisionnel, parallèlement aux facteurs économiques et environnementaux, s'inscrit dans la lignée des principaux cadres européens et internationaux promouvant la restauration des écosystèmes et l'engagement des parties prenantes. Elle renforce également la crédibilité des efforts de restauration et favorise l'appropriation publique des résultats environnementaux, augmentant ainsi les chances de succès à long terme. Elle soutient en particulier la mise en œuvre :

- **Règlement européen sur la restauration de la nature (RRN)** – exige des États membres qu'ils restaurent les écosystèmes dégradés grâce à une planification inclusive et à la participation du public, soulignant la nécessité d'un soutien local.
- **La stratégie de l'UE en matière de biodiversité pour 2030** – qui appelle à la protection et à la restauration des habitats avec une forte implication des communautés afin de garantir une efficacité pratique.

- **La loi européenne sur le climat et le pacte vert pour l'Europe** – qui met l'accent sur les solutions fondées sur la nature, y compris les zones humides, où l'acceptabilité sociale est essentielle à la mise en œuvre.
- **La Convention de Ramsar sur les zones humides** – promeut la conservation et l'utilisation durable des zones humides grâce à une gouvernance participative.
- **La Convention de Barcelone et ses protocoles** encouragent la conservation et l'utilisation durable des zones humides côtières dans la région méditerranéenne grâce à une approche participative.
- **La Convention sur la diversité biologique (CDB) et son Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF)** – soulignent l'importance d'impliquer les communautés locales et les autres parties prenantes dans les efforts de conservation de la biodiversité.



Delta du Danube, Roumanie. © Université du Salento - LIFEWatch ERIC



Ria d'Aveiro, Portugal. © Université du Salento - LIFEWatch ERIC

Recommandations politiques

La restauration efficace des zones humides côtières nécessite un soutien solide des parties prenantes. Les décideurs politiques peuvent y contribuer en intégrant l'acceptabilité sociale dans les politiques

et les actions de restauration. Sur la base des expériences du projet RESTORE4Cs, cette note d'orientation formule les recommandations clés suivantes :

→ Intégrer l'acceptabilité sociale dans la planification et le financement de la restauration.

Les programmes européens et nationaux devraient explicitement exiger des évaluations de l'acceptabilité sociale dans les cadres de faisabilité et de suivi de la restauration des zones humides. Ces évaluations devraient analyser les perceptions et les préférences locales, les risques et les avantages connexes, parallèlement aux indicateurs écologiques et économiques.

→ Identifier les principaux facteurs qui influent sur l'acceptabilité sociale.

Identifier les critères socioculturels, économiques et environnementaux auxquels les parties prenantes locales accordent le plus d'importance peut aider à cibler les questions les plus critiques et à renforcer la crédibilité des décisions en matière de restauration.

→ Renforcer l'engagement précoce et continu des parties prenantes.

La participation doit aller au-delà de l'information et de la consultation. Les acteurs locaux doivent être impliqués dans la définition des objectifs, l'évaluation des options et l'analyse des compromis. La conception conjointe des actions renforce la légitimité, l'appropriation et le soutien à long terme.

→ Améliorer la communication sur les avantages climatiques et les services écosystémiques.

La prise de conscience de l'importance des zones humides pour la préservation des écosystèmes, ainsi que pour le stockage du carbone et la régulation du climat, reste limitée. Des campagnes ciblées, la science citoyenne et des activités éducatives peuvent combler cette lacune et renforcer l'acceptabilité sociale des mesures de restauration.

→ Instaurer et maintenir la confiance entre les institutions, les gestionnaires et les communautés.

Une gouvernance transparente, des responsabilités claires et une information ouverte favorisent la confiance. Les intermédiaires locaux, tels que les ONG, les instituts de recherche et les groupes communautaires, peuvent jouer un rôle de facilitateurs crédibles.

→ Intégrer les connaissances locales et les valeurs socioculturelles dans les actions de restauration.

L'intégration des pratiques traditionnelles, des valeurs esthétiques et du patrimoine culturel dans la conception de la restauration renforce la coopération, le respect mutuel et la gestion locale.

Références

1. MERN - Ministère de l'Énergie et de Ressource Naturelles of Québec (2017), Guidelines of the Ministère de l'Énergie et de Ressource Naturelles in the area of social acceptability, Gouvernement du Québec.

RESTORE4Cs est un projet Horizon Europe visant à évaluer les effets des actions de restauration sur la capacité des zones humides à atténuer le changement climatique et à fournir divers services écosystémiques, en utilisant une approche intégrative des systèmes socio-écologiques. Plus d'informations sont disponibles sur : <https://www.restore4cs.eu/>

Auteurs: Francesca Silvia Rota^{1,2}, Lisa Sella¹, Gianna Vivaldo³

Réviseurs: Auriane Bodivit⁴, Ana Štrbenac⁵, Elisa Ciravegna⁶

¹ Conseil national de la recherche italien, Institut de recherche sur la croissance économique durable, ² Université de Turin, Italie

³ Conseil national de la recherche italien, Institut de recherche sur les géosciences et les géorressources, ⁴ Vertigo Lab, France

⁵ MedWet, France, ⁶ Recherche socio-économique de Wageningen, Pays-Bas

Citation : Rota, F.S.^{1,2}, Sella, L.¹, Vivaldo, G.³, 2025. Acceptabilité sociale : l'ingrédient clé pour une meilleure restauration des zones humides côtières. Note d'orientation. *Projet Restore4Cs*.



PARTENAIRES

